

Le Monde Economie

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

Recherche : le petit pas du grand emprunt

- Un effort en faveur de l'innovation paraît indispensable pour sortir durablement de la crise et changer de modèle de croissance
- Les montants investis aux Etats-Unis, au Japon ou en Suède sont proportionnellement beaucoup plus importants qu'en France



La priorité donnée à la recherche et à l'innovation par le rapport Juppé-Rocard sur l'utilisation du grand emprunt, remis jeudi 19 novembre au président de la République, rappelle

Dossier

l'injection massive de liquidités dans le système bancaire et les plans de relance soutenant les industries les plus frappées par la crise relèvent plus du sauvetage

que de la stratégie de sortie de crise.

Pour qu'une croissance solide et pérenne revienne, économistes et politiques s'accordent autour de l'idée que de nouvelles technologies, de nouvelles façons de produire et consommer, moins gourmandes en énergie et ressources naturelles, plus riches en intelligence et en services, doivent remplacer le modèle économique actuel.

Les grandes puissances de la planète ont, dès avant la crise, investi massivement dans la recherche et

développement (R & D) et le soutien à l'innovation technologique. En mars 2000, l'Union européenne avait défini la stratégie dite de Lisbonne, qui devait faire de l'Europe « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010 », et fixait pour objectif une dépense de R & D de 3% du produit intérieur brut (PIB) européen.

Dix ans après, l'objectif est loin d'être atteint (1,85% en 2007, contre 1,7% en 2000). L'écart avec les Etats-Unis et le Japon s'est creu-

sé, et va continuer à se creuser, tant le grand emprunt paraît, à l'échelle française, sans commune mesure avec ce qui se passe aux Etats-Unis. Barack Obama « a injecté dès 2009 162 milliards de dollars [109 milliards d'euros] de subventions fédérales dans la recherche, et en a programmé 142 autres pour 2010. C'est le plus gros effort de l'histoire américaine », explique Albert Teich, directeur des Science & Policy Programs de l'American Association for the Advancement of Science.

►►► Lire la suite page 4

L'éclairage de Martin Wolf p. 2



Dépréciation du yuan : le discours que Barack Obama aurait dû faire à Pékin

Chronique p. 3

La Réserve fédérale en état d'urgence, par Paul Jorion

Stratégie p. 6

Pendant la crise, Manpower France mise sur la mobilité

Nicolas Baverez



La reprise, sans l'emploi



Le monde développé émerge, en cette fin d'année 2009, de la plus violente récession depuis la déflation des années 1930, avec une croissance de 0,9% aux Etats-Unis et de 0,2% pour l'Europe des Vingt-Sept. La fin de la récession est cependant loin de marquer la sortie de crise. La reprise est fragile – car dépendante du restockage et des plans de relance, notamment les primes à la casse – et déséquilibrée : l'activité progresse de 8,9% en Chine, de 6,1% en Inde, de 2,9% en Corée et de 1,9% au Brésil, tandis que la récession perdure au Royaume-Uni et en Espagne.

Surtout, le retour à une croissance positive n'empêche pas la poursuite de la montée du chômage, qui atteint 10,2% aux Etats-Unis et touchera plus de 10% de la population active des pays développés en 2010 – soit 57 millions de sans-emploi –, contre 5,6% en 2007. Cette augmentation, sans précédent depuis le début des années 1980, est la conséquence immédiate de l'effondrement conjoint du crédit et de l'activité en 2008, mais elle est aussi l'effet de quatre facteurs plus structurels : l'explosion du nombre de travailleurs découragés qui porte le niveau réel du chômage aux Etats-Unis à 17,5% ; la hausse du chômage de longue durée (20% aux Etats-Unis comme en Europe) ; le niveau très élevé du chômage des jeunes (21% aux Etats-Unis, 25% en France, près de 50% en Espagne) ; et l'hémorragie de l'emploi industriel dans les pays développés – à l'exception de l'Allemagne.

Avec la reprise, le marché du travail enregistre des signes d'amélioration : recul des inscriptions au chômage, début de créations d'emplois dans les services, stabilisation de la durée du travail, rebond de l'intérim. Mais la convalescence sera très longue. D'abord en raison de l'écart entre le timide renouveau des embauches et l'ampleur des destructions d'emplois. En 2010, les Etats-Unis devraient recréer 100 000 à 150 000 emplois par mois ; ils en ont supprimé 7,3 millions depuis la fin 2007.

Ensuite, les entreprises ont cherché à limiter les licenciements pour préserver leur capital humain et leur savoir-faire, en concentrant l'ajustement sur l'intérim, la sous-traitance, le chômage partiel et la baisse de la durée du travail. Il en a résulté une baisse de la productivité (-2,2%), qui devra être rattrapée avant que ne se dessinent de nouvelles embauches. Enfin, la désindustrialisation et l'accélération du basculement de la production vers l'Asie vont écartier du marché du travail des pans entiers de la population active des pays du Nord.

►►► Lire la suite page 2

Annonces

Dirigeants ■ Finance, administration, juridique, RH ■ Banque assurance
■ Conseil, audit ■ Marketing, commercial, communication ■ Santé ■ Industries et technologies ■ Carrières internationales
Multiposte ■ Collectivités territoriales
Pages 7 à 10

Consultez notre site : www.lemonde.fr



Commerce international



Financements



Gestion de flux et de trésorerie



Assurances



Expertise globale

HSBC, la banque partenaire des entreprises, vous accompagne dans votre développement international.

Entreprises

hsbc.fr/entreprises



Votre banque, partout dans le monde

Publié par HSBC France - 103, avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS Société Anonyme au capital de 331 189 100 euros - SIREN 775 670 284 RCS Paris.

La reprise, sans l'emploi

►►► Suite de la chronique de Nicolas Baverez

Trois types de chômage vont ainsi se cumuler et s'enraciner dans les pays développés pour une durée variable, selon la qualité des politiques économiques. Un chômage conjoncturel, lié à la récession de 2008-2009 et prolongé par l'affaiblissement durable de la croissance, impératif du désendettement public et privé. Un chômage structurel, provoqué par la désindustrialisation et les délocalisations vers le monde émergent. Un chômage technologique, issu de la conversion des modèles de développement et du déclassement de certains modes de production ou d'activités.

Ce retour d'un chômage de masse permanent dans le monde développé comporte des risques majeurs. Au plan économique, la sortie de crise viendrait buter sur une consommation insuffisante. Au plan social, la pauvreté et l'exclusion croitraient fortement. Au plan politique, la déstabilisation des classes moyennes renouvelerait l'extrémisme politique, porté par les pulsions nationalistes et xénophobes. Au plan international, les pressions protectionnistes seraient plus fortes.

La lutte contre l'enracinement d'un chômage permanent doit donc devenir la priorité de la politique économique, selon six axes : la prudence dans la normalisation des politiques de soutien à l'économie ; la coordination des stratégies de sortie de crise, notamment au sein de l'Union européenne, afin de limiter les initiatives non coopératives qui renforcent les déplacements brutaux d'activités ; la réindustrialisation des pays développés, compte tenu de l'effet multiplicateur de la production manufacturière sur la productivité et l'emploi ; le recentrage de la lutte contre le chômage autour de la formation et du retour au travail ; le ciblage de la protection sociale en direction des plus vulnérables (intérim, temps partiel, sous-traitance) ; et enfin la préservation du lien des jeunes avec le travail marchand. ■

Nicolas Baverez est économiste et historien.



Par Martin Wolf

Le président américain, Barack Obama, a rencontré, mardi 17 novembre, le président de la République populaire de Chine, Hu Jintao. Ils ont évoqué la situation économique mondiale, le changement climatique et la non-prolifération nucléaire. Ces deux derniers points sont les plus importants sur le long terme, mais le premier est le plus urgent. Si nous ne parvenons pas à rétablir l'économie mondiale sur une base solide, tout espoir de relation constructive risque de s'effondrer. Or un tel rétablissement est loin d'être assuré. Pire, une partie de ce qui est en train de se passer – notamment la décision chinoise de déprécier le renminbi en l'indexant sur le dollar – le rend plus improbable encore.

M. Obama avait donc l'occasion d'énoncer quelques vérités brutales. Voici, après s'être dûment concerté avec ses conseillers, ce qu'il aurait pu dire à M. Hu :

« M. le président, comme je l'ai déjà dit au Japon, *"l'émergence d'une Chine forte et prospère peut être un puissant atout pour la communauté des nations"*. Au cours des prochaines années, nos deux pays seront les principaux acteurs de la scène internationale. Nous devons aborder les défis communs dans un esprit de coopération et de compromis. Cela n'est hélas pas le cas en ce qui concerne votre politique de taux de change.

Les autorités chinoises ont exprimé des inquiétudes compréhensibles au sujet des politiques budgétaires et monétaires américaines. Tout récemment, Liu Mingkang, votre principal régulateur bancaire, a déclaré que la combinaison

L'éclairage La faiblesse du yuan empêche tout rééquilibrage de l'économie mondiale et risque d'accroître les tensions internationales

Ce qu'Obama n'a pas dit à Hu

d'un dollar faible et de taux d'intérêts réduits a encouragé un *"énorme carry trade"* (opération spéculative sur les écarts de taux) qui a un *"impact énorme sur le prix des actifs mondiaux"*. Par ailleurs, de nombreux officiels chinois se plaignent de nos déficits budgétaires et s'inquiètent pour la sécurité des investissements chinois en bons du Trésor américains.

Croyez-moi, je partage ces inquiétudes. Mais nos politiques budgétaires et monétaires actuelles ont une cause claire : il y a un an, nous étions au bord de l'abîme. Aujourd'hui encore, notre redressement est trop fragile pour faire redescendre le chômage du niveau intolérable où il se trouve. La Réserve fédérale [Fed] et mon administration ont donc pris des mesures pour soutenir la demande. J'irai jus-

à 8,3 % du PIB. L'effondrement de notre position budgétaire n'est que le reflet de cette variation. Le desserrement des taux auquel a procédé la Fed constitue aussi une réponse inévitable à cet effondrement.

Je suis président des Etats-Unis. Je ne vais pas entraîner notre économie dans la récession pour protéger l'épargne chinoise. Après tout, personne aux Etats-Unis ne vous a demandé d'intervenir à une telle échelle sur les marchés des devises et d'accumuler le total incroyable de 2275 milliards de dollars (1530 milliards d'euros) de réserves de devises – à fin septembre 2009 –, dont la plus grande part en monnaie américaine.

La politique que la Chine semble nous recommander n'aurait aucune chance de fonctionner. Si la Fed mettait un terme au resserrement

mondiale et à édifier une économie mondiale plus saine pour nous tous".

Je reconnais que la Chine a joué un rôle inestimable en stimulant sa demande intérieure. Le FMI prévoit une forte baisse de l'excédent des opérations courantes chinoises en 2009. Mais cette amélioration risque de n'être que passagère : votre plan de relance, qui repose sur une expansion massive du crédit, risque d'être insoutenable à terme ; la baisse de l'excédent commercial chinois est due en grande partie à l'effondrement des échanges mondiaux consécutif à la crise ; enfin, et c'est le plus important, la Chine s'est lancée dans une dépréciation monétaire en indexant le yuan sur un dollar en baisse.

En cette période de faible demande mondiale, votre politique n'est rien d'autre que du chacun pour soi. Vous vous plaignez des mesures protectionnistes que j'ai instituées. Mais leur impact sera négligeable par rapport aux effets du taux de change que pratique la Chine. Votre politique fera endosser le coût des ajustements aux partenaires commerciaux de la Chine. Or, pour citer à nouveau M. Strauss-Kahn, *"permettre au yuan et à d'autres monnaies asiatiques de s'apprécier contribuerait à accroître le pouvoir d'achat des ménages, à augmenter la part du travail dans les revenus et à instituer des incitations saines pour réorienter l'investissement"*.

Vous avez décidé, j'en suis sûr, que de tels sermons n'ont aucun sens. Mais le point qui vous échappe peut-être est la rapidité avec laquelle les démocraties peuvent passer d'une politique de la main tendue à une politique du poing fer-

mé. Si, d'ici un ou deux ans, votre excédent des opérations courantes devait exploser, et notre déficit se creuser dans la même proportion, il nous serait impossible de ne pas réagir. Et ceci est particulièrement vrai quand des analystes aussi pondérés que ceux de Goldman Sachs par exemple, estiment que, si elle poursuit sa trajectoire actuelle, la Chine pourrait enregistrer en 2020 un excédent supérieur *"aux excédents combinés de l'Allemagne du Japon et des pays du Moyen-O. en 2007"*.

Or nous n'avons pas beaucoup de temps. Si l'économie américaine devait rester poussive et le chômage demeurer à un niveau élevé, pendant que notre déficit commercial, notamment avec la Chine, montait en flèche, les pressions exigent que l'on fasse quelque chose deviendraient irrésistibles. Je devrais alors envisager le genre de mesures que Richard Nixon a prises en 1971. Pour contraindre le Japon et l'Allemagne à réévaluer, il avait menacé d'imposer une surtaxe de 10 % sur les importations. Avec grand regret, je pourrais être amené à faire la même chose. Et je le justifierais en expliquant que l'obstination de la Chine à refuser les ajustements de taux de change nécessaires était devenue intolérable. Les Etats-Unis ont le droit de se protéger contre un tel mercantilisme. Certes, le système commercial s'en trouverait gravement endommagé. Mais l'alternative serait tout simplement insupportable. ■

Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le « Financial Times ». © FT. (Traduit de l'anglais par Gilles Berton.)

Les Etats-Unis ne peuvent entraîner leur économie dans la récession pour protéger l'épargne chinoise

qu'à dire que ceux qui affirmaient que le plan de relance s'avérerait trop modeste n'avaient pas tort.

Nous avons subi ce ralentissement économique pour une raison simple : la crise financière dont nous avons hérité a provoqué aux Etats-Unis un effondrement de la demande privée et une forte hausse de l'épargne privée. Entre le quatrième trimestre 2007 et le deuxième trimestre 2009, la balance entre revenus et dépenses privés américains est passée d'un déficit de 2,1 % du produit intérieur brut à un excédent de 6,2 % – soit une évolution vers la frugalité équivalente

quantitatif et augmentait ses taux d'intérêt pour renforcer le dollar, et si nous procédions à un resserrement budgétaire, cela provoquerait un nouveau fléchissement de l'économie. Les déficits budgétaires se creuseraient une fois de plus, et de manière sans doute pire.

Comme l'a souligné dernièrement, ici même à Pékin, Dominique Strauss-Kahn, directeur du Fonds monétaire international [FMI], *"au bout du compte, un renforcement de la demande intérieure chinoise, combinée à une épargne américaine plus forte, contribuera à rééquilibrer la demande*

Contre la courte vue, Entretiens sur le grand krach Tommaso Padoa-Schioppa avec Beda Romano (204 pages, 21 euros)

Le livre

Plutôt Hobbes ou Kant ?

L'économiste italien Tommaso Padoa-Schioppa, ancien membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), a été, de 2006 à 2008, le ministre de l'économie et des finances du gouvernement de Romano Prodi. Son entretien passionnant avec le correspondant en Allemagne du quotidien italien *Il Sole 24 Ore*, Beda Romano, analyse avec conviction les causes du séisme économique que nous connaissons.

La bulle qui a explosé était *"financière avant tout, bien sûr, mais aussi politique, économique, mentale et culturelle"*, explique-t-il. Nous vivons maintenant *"la crise d'un système"* miné par trois raisons : *"Idéologie fondamentaliste de marché, courte vue et nationalisme économique"*.

Président du centre de réflexion Notre Europe, créé par Jacques Delors, M. Padoa-Schioppa critique les limites des modes de coopération internationale faibles et flous : *"Au cours des trente, quarante, cinquante dernières années, nous avons assisté – sur le plan global, mais aussi, malheureusement, sur le plan européen – à une renationalisation progressive des politiques*

publiques". Le système de changes de Bretton Woods de 1944 a volé en éclats avec la fin de la convertibilité du dollar en or en 1971. Ce virage a *"privatisé les changes et il a nationalisé les monnaies"*. A propos du G7, du G8 ou du G20, il lance : *"Tous ces G ne sont les organes d'aucune institution internationale, ce sont des autorités autoproclamées."*

Le nouvel ordre international devra, selon lui, choisir entre la philosophie de Hobbes – la loi du plus fort, dont découle l'équilibre des puissances – et celle de Kant : la force de la loi, conduisant à *"la formation d'une autorité supérieure à celle des Etats, même les Etats les plus forts"*.

M. Padoa-Schioppa est convaincu que *"L'Europe pourrait jouer un rôle clé pour aider le monde à s'acheminer sur la voie de Kant"* si elle achevait sa construction politique. Il en appelle à l'esprit de l'après-guerre, celui de la création d'institutions supranationales au service de la paix – Nations unies ou Communauté européenne – pour affronter les défis économiques d'un monde marqué par la finitude des ressources. Une belle utopie, pas si folle. ■

Adrien de Tricornot

Les acteurs de l'économie Jean-Marc Daniel

Wilhelm Röpke et « l'ordo-libéralisme » allemand

L'arrivée au pouvoir, à Berlin, d'une coalition CDU/CSU/FDP pourrait renforcer l'opposition allemande, plus ou moins masquée, aux politiques de relance proposées par Washington. Et signifier un retour aux sources de la pensée économique de la droite allemande. En effet, depuis la naissance de la République fédérale, celle-ci a adopté une politique économique fondée sur ce que l'on appelle l'*"ordo-libéralisme"*, une référence incompatible avec le keynésianisme, qui a fait un retour en force dans la plupart des pays développés à l'occasion de la crise.

Les principaux penseurs de l'ordo-libéralisme furent Walter Eucken et Wilhelm Röpke, qui fut conseiller du chancelier Konrad Adenauer et de Ludwig Erhard, ministre des finances puis chancelier, et dont le nom est associé au *"miracle économique allemand"*.

Röpke naît près d'Hanovre le 10 octobre 1899, dans une famille protestante très pratiquante. Il est marqué par son père, un médecin respecté pour sa générosité. Il est surtout traumatisé par les hor-

reurs de la première guerre mondiale. Il en retire une aversion pour les foules fanatisées et pour les extrémismes comme le nazisme ou le bolchevisme. Ainsi, il s'exile dès 1933, d'abord à Istanbul jusqu'en 1937, puis à Genève, où il enseigne jusqu'à sa mort, en 1966.

Ses théories combinent l'héritage de l'Ecole historique allemande et les thèses de l'Ecole autrichienne. De la première, il tire la conviction que la réflexion économique ne peut ignorer les traditions de chaque pays. De la seconde, il retient le rôle essentiel du marché et du mécanisme de formation des prix. Il lit avec passion Eugen von Böhm-Bawerk (1851-1914), théoricien autrichien de l'investissement, et se lie avec Richard von Mises et Friedrich von Hayek, auquel il succède comme président de la société du Mont Pélerin, un cercle libéral fondé en 1947. Quatre idées fortes sous-tendent son œuvre.

La première est que liberté d'entreprendre, libéralisme économique et absence d'intervention de l'Etat dans le fonctionnement du marché ne signifient pas anarchie. Le marché assure un « ordre spon-

tané » si l'Etat se cantonne à sa fonction de producteur de la norme juridique. L'expression *"ordo-libéralisme"* signifie que l'ordre rationnel et juste dont se réclament les divers socialismes n'est pas leur apanage. Au contraire, l'économie de marché – que Röpke qualifie d'*"économie sociale de marché"* dès lors que l'Etat fixe les règles du jeu – est plus juste et mieux organisée que les économies dirigées et nationalisées.

Réflexion morale

La deuxième est que le libéralisme économique n'est qu'un élément d'une vision plus générale de la vie sociale qui doit l'associer au libéralisme politique. L'*"homo economicus"* néoclassique, tout en égoïsme et en recherche de son intérêt, est trop réducteur. Ignorer la liberté politique comme facteur d'efficacité économique serait un contresens.

La troisième est que l'économiste doit compléter ses raisonnements quantitatifs non seulement par une réflexion politique mais aussi par une réflexion morale. Tout ce que la science économique appelle des *"externalités"* doit

être étudié avec autant de précision que le lien marchand. Röpke attache une grande importance à l'amour, à l'amitié, au sentiment esthétique, au respect de la nature. Ses positions seraient qualifiées aujourd'hui d'écologistes.

La quatrième est que la forme la plus pernicieuse des perturbations dues à l'action de l'Etat est l'inflation. Il défend l'indépendance de la banque centrale et dénonce dans le keynésianisme une promotion sans finesse de l'inflation. Rien de plus dangereux, à ses yeux, que la négation de l'épargne par les keynésiens et leur obsession en faveur de taux d'intérêt bas. Il conteste l'arbitrage de Phillips et soutient que l'inflation réduit le pouvoir d'achat des faibles sans ramener le plein-emploi.

Un Etat présent mais à sa place, une banque centrale indépendante, tel est en gros le programme de l'ordo-libéralisme, qui a fait la force de l'économie allemande et que l'Europe a adopté peu à peu, même si certains de ses dirigeants le contestent aujourd'hui... ■

Jean-Marc Daniel est professeur à l'ESCP-Europe.